

<https://47.snuipp.fr/Primaire-dans-l-OCDE-la-France-lanterne-rouge>



# Primaire dans l'OCDE : la France lanterne rouge !

- École - Les Chiffres de l'École -

Date de mise en ligne : lundi 14 février 2011

Dernière mise à jour : 14 février 2011

---

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

---

**Le Centre d'analyse stratégique, dépendant du Premier ministre, vient de publier « Tableau de bord de l'emploi public » : La France est dans la moyenne des pays de l'OCDE pour le poids et le coût de l'emploi public, mais les moyens alloués au primaire font de notre pays le dernier de la classe !**

Les 5,2 millions d'agents des 3 fonctions publiques (d'Etat, territoriale et hospitalière) représentent entre 22 et 25% de l'emploi total en France.

On a bien compris qu'un des buts de la politique gouvernementale était de diminuer le nombre de fonctionnaires, en ne remplaçant pas un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite. De 2003 à 2008, l'éducation nationale a représenté les 2/3 des départs à la retraite des fonctionnaires.

Jusqu'en 2013, les prévisions annuelles de départ sont par exemple de 16 200 dans le primaire et de 17 670 dans le secondaire d'où le chiffre de 16 000 suppressions.

« La France présente un profil identique à la plupart des pays de l'OCDE avec 31% de rémunérations publiques versées à l'éducation ; 18% à la santé ; 10% à la protection sociale ; 8% à la défense et 5% à l'ordre et la sécurité. » Par contre le nombre d'enseignants rapporté au nombre d'élèves et d'étudiants est particulièrement faible, particulièrement dans le primaire et le supérieur.

La moyenne d'encadrement tous niveaux confondus est autour de 6 enseignants pour 100 élèves ou étudiants. Mais ce taux tombe à 5 pour le primaire, niveau le plus bas des pays de l'OCDE.

L'étude rappelle les chiffres de l'OCDE qui montrent que le salaire des enseignants français est parmi les plus faibles de même que la dépense d'éducation par élève du primaire.

Comment alors justifier « l'acharnement » du ministère envers l'école primaire ?

De la chute de la scolarisation des 2 ans aux postes de Rased, du manque de remplaçants à la quasi-disparition de la formation continue, des baisses de départs en formation spécialisée à la réforme de la formation initiale, toutes les décisions ministérielles ont pour objectif de faire des économies.

Pour être vraiment les derniers des derniers ?